



MANDATS

MANDATS ET PROSPECTIVE POUR ACTION ET DEMOCRATIE, SYNDICAT MAJORITAIREMENT IMPLIQUE DANS LES LYCEES PROFESSIONNELS

Les mandats d'ACTION ET DÉMOCRATIE tiennent compte de la volonté de nombreux militants de faire évoluer le syndicalisme qui doit être tout à la fois force de propositions et force d'action.

Il est le reflet d'un sentiment général : depuis de nombreuses années, l'action syndicale se porte mal, très mal, elle est perçue pour beaucoup comme un syndicalisme de cohabitation, d'accompagnement ou encore à l'opposé le « jusqu'aboutisme » dénué de bon sens et d'efficacité.

À l'heure où les politiques menées par nos dirigeants ne consistent qu'à remettre en cause et casser les acquis sociaux des salariés, nous sommes très inquiets de constater l'impuissance des organisations syndicales à résister à la vague des réformes antisociales menées dans le but de détruire et privatiser le service public au nom de la dette publique.

Ce constat, à l'aube de la réflexion nationale sur l'apprentissage et la formation professionnelle met en lumière le gouffre qui existe entre les effets d'annonce et la réalité d'application sur le terrain. Les nombreux engagements qui n'ont pas été tenus comme l'ouverture de sections de CAP en nombre suffisant pour accueillir les plus de 100.000 jeunes sans formation ou de BTS en Lycées Professionnels...Par ailleurs, il n'est pas utile d'être un « énarque » pour comprendre que le véritable but à atteindre par les Ministres successifs est toujours celui de la réduction drastique des postes dans l'Education Nationale et en particulier dans l'enseignement professionnel public, secteur le plus fragilisé par la concurrence de l'enseignement privé, de l'enseignement patronal et de l'apprentissage.

Les rapports successifs de l'IGEN ne font que confirmer les craintes exprimées par nombre de nos collègues, quant à la possibilité offerte aux jeunes qui voudraient accéder aux formations sous statut scolaire public en Lycées Professionnels pour préparer leur avenir avec un bagage et des compétences que seuls nous, professeurs de lycées professionnels sommes capables de leur apporter.

Nombreux sont les collègues PLP qui avaient anticipé les dégâts et les dangers de la signature du protocole de discussion puis du protocole d'accord de 2010 entre le ministère et les syndicats irresponsables (SGEN-CFDT et SNETAA) et d'autres plus récemment sur les négociations salariales et le déroulement de carrière.

Certes, la revalorisation de la voie professionnelle devait s'accompagner pour certains d'une véritable revalorisation indemnitaire, mais la PPRC a montré ses limites, et il est inquiétant de constater que de nouvelles charges de travail mettent ainsi en grand danger, le devenir voire même l'Avenir de l'enseignement professionnel public, de ses élèves et surtout de ses personnels.

D'ailleurs, la résultante du Bac Pro 3ans et de la suppression des BEP s'est traduite par la suppression **pendant la dernière décennie** de 12 000 postes de PLP qui depuis des années servent de variable d'ajustement dans les dotations académiques.

Face à ce constat d'impuissance ou tout au moins de compromis entre certains syndicats et le gouvernement, notre syndicat vous propose de suivre une autre voie pour un syndicalisme différent en continuant à faire confiance massivement à **ACTION ET DEMOCRATIE**. Cela ne part pas d'un souhait systématique de s'opposer afin de faire semblant d'exister ; c'est la volonté d'agir différemment dans un monde syndical en pleine perte de ses repères identitaires. Il n'y a rien de surprenant que de prendre ses responsabilités en faisant vivre un syndicalisme nouveau qui tourne enfin le dos aux clichés des syndicats instrumentalisés et crispés sur les moyens que leur octroie l'administration qu'ils sont sensés combattre .

L'ACTION :

Notre syndicat **ACTION ET DEMOCRATIE** vous propose d'en finir avec les compromis, voire les compromissions, en recherchant, chaque fois qu'il le faudra et qu'ils le pourront, la plus large unité syndicale. Les élus d'**ACTION ET DEMOCRATIE**, réagiront et agiront immédiatement contre toute attaque vis à vis de l'enseignement professionnel public, de l'enseignement général, technologique et de l'ensemble du système éducatif.

Aujourd'hui, trop de collègues sont en souffrance et ce qu'ils demandent à leur syndicat, ce sont des réponses rapides et claires sur les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien.

Il n'est pas normal de subir sans cesse de **fortes régressions** en ce qui concerne nos formations avec disparition quasi générale de la comptabilité, du secrétariat, de la maintenance, des équipements industriels, de la productique, la déprofessionnalisation des SEGPA avec la mise en place des champs professionnels. Notre enseignement est dévalorisé avec la diminution des horaires d'Arts Appliqués, de l'enseignement général, la multiplication à tout va des CCF. Nos perspectives de carrières sont mises à mal avec un avancement à l'ancienneté quasi généralisé et le développement inacceptable de la promotion au mérite avec l'accès à la classe exceptionnelle hypothétique pour une très grande majorité des collègues. Nos conditions de travail se dégradent, avec des zones élargies pour les TZR qu'ils soient PLP ou Certifiés, un droit à mutation géré par un mouvement déconcentré cadenassé par la limitation drastique des capacités d'accueil et leur gestion nationale. Notre avenir d'enseignants

compromis par le développement de la précarité par la diminution des postes offerts aux concours et le recours exponentiel aux contractuels. Notre attachement justifié et historique à la laïcité est mis à mal par une volonté du développement forcené de l'apprentissage et du Lycée des métiers.

Contre tout cela, **ACTION ET DEMOCRATIE** ne se satisfera pas d'écrire des pages et des pages pour le dénoncer car cela ne sert plus à RIEN ! Il vous propose d'agir **ensemble** avec pour point d'appui les sections locales puis départementales et académiques, le National agissant pour les accompagner et les fédérer afin de faire comprendre à nos gouvernants que les PLP sont **incontournables** dans la défense de l'enseignement professionnel public et qu'ils ne sauraient accepter une quelconque remise en cause de la dignité de notre métier et de nos formations initiales en **LP. SEP. SEGPA ET EREA.**

Il faut que le gouvernement réalise enfin de la chance pour notre Nation d'avoir un enseignement Professionnel Public de cette qualité, certes encore perfectible mais au combien fédérateur de l'énergie d'une jeunesse qui a tant besoin de repères et d'espoir !

Il n'est pas admissible de constater que des dizaines d'années de travail acharné des PLP pour une formation professionnelle digne des élèves de notre pays soient ainsi foulées aux pieds **dans le seul but de diminuer la charge de l'état dans l'enseignement public par son transfert à l'apprentissage patronal.** Il s'agit fondamentalement de l'avenir de nos jeunes et de notre pays, et ce n'est pas au traité de Lisbonne ou encore aux directives européennes de régenter tout ce que doit être notre DEVENIR !

Cela ne sera certes pas facile mais l'action syndicale ne s'use que si l'on ne s'en sert pas !

LA DEMOCRATIE :

Les raisons d'être d'un syndicat, qui ne vit que par les cotisations de ses adhérents, sont la défense individuelle et collective de tous dans le respect de l'intérêt général. Et donc un des principes intangibles du syndicalisme, tel qu'énoncé par la Charte d'Amiens, est le pouvoir que doit détenir la « base » puisque c'est ainsi que l'on doit l'appeler, dans les décisions qu'est amené à prendre le « sommet ». Tout dirigeant d'un syndicat, à quelque niveau que ce soit, ne détient un « pouvoir » que parce qu'il a été élu par la base et il n'est pas possible qu'une tiers personne parle **à sa place** : quand il s'exprime **c'est en son nom** et dans **le respect total de nos mandats.**

ACTION ET DEMOCRATIE s'est engagé à consulter l'ensemble des adhérents sur toute question qui engagera l'avenir du métier et de nos statuts. Aujourd'hui les moyens « modernes » existent pour vous consulter le plus rapidement possible.

L'action syndicale doit être au-dessus de tout soupçon et c'est pour cela que nous sommes résolument pour un retour aux sources du syndicalisme sans contrepartie financière pour ses représentants et une gestion rigoureuse des dépenses. Quand les salariés en pleine détresse n'avaient plus comme seul espoir, que l'action de leurs syndicats pour retrouver **force et dignité.**

Ce qui « tuera » le syndicalisme, c'est le syndicalisme d'appareil où tout est décidé par quelque uns au nom de l'ensemble des adhérents qui ne sont plus consultés car n'étant pas assez initiés. Refuser l'**oligarchie** et redonner toute sa place à la **démocratie**, c'est aussi venir à la rencontre des syndiqués que ce soit en métropole, dans les DOM ou dans les TOM. Mais cela doit se faire dans l'équité afin de ne pas privilégier certains déplacements au détriment d'autres ! **Redonner toute sa place à l'adhérent, à celui qui paie sa cotisation, voilà ce qui doit redonner de la force à l'action syndicale** dans une société où l'individualisme fait de plus en plus de dégâts.

ACTION ET DEMOCRATIE vous propose d'être **DEBOUT**, face aux attaques incessantes des gouvernants contre le Service Public d'Education et en particulier l'enseignement professionnel. **Nous vous proposons de lutter, avec Vous, de toutes nos forces :**

CONTRE :

- le développement de l'apprentissage en formation initiale avec la Régionalisation des formations,
- le Lycée des Métiers ou Lycées dits polyvalents,
- la globalisation et l'annualisation des services des enseignants,
- la généralisation du CCF qui remet en cause la délivrance de diplômes nationaux,
- les suppressions **massives** de sections et de postes par des regroupements interdisciplinaires ou encore la fusion de diplômes,
- l'emploi des stagiaires comme moyen d'enseignement pour camoufler les manques,
- le non-respect du paritarisme,
- le mérite qui nous dévoie de notre véritable mission d'enseignement,
- la multiplication des heures supplémentaires et de toute charge de travail de type « travailler plus pour gagner moins »

POUR :

- la reconnaissance et le développement de l'enseignement professionnel public en formation initiale,
- le maintien des corps spécifiques (Certifiés, PLP...),
- la création de sections du CAP au BTS, en passant par le maintien de formations de BEP adaptés pour des élèves ayant le CAP mais ne pouvant pas ou ne voulant pas poursuivre leurs études en BAC PRO.
- La création d'une période de remise à niveau ou d'une année préparatoire pour nos Bac pro orientés en BTS.

- des grilles horaires claires afin qu'elles ne puissent pas être dévoyées au niveau académique ou encore dans le cadre de l'autonomie du chef d'établissement.
- la reprofessionnalisation en SEGPA dès la 4ème afin de permettre aux élèves de redécouvrir le chemin de la réussite scolaire et un début de formation qualifiante dès la 3ème avec des compétences leur permettant une orientation ouverte en LP,
- La titularisation par concours des contractuels avec le maintien voire la généralisation de l'examen professionnel,
- l'augmentation immédiate de nos salaires sans attendre les effets du PPCR en 2018 et encore moins son report budgétaire en 2019.
- le retour à la retraite à 60 ans et à taux plein après 37, 5 annuités...
- le retour à un mouvement national à « un tour »
-

Chers collègues, notre avenir est lié, **nous méritons votre confiance et nous avons confiance en Vous. Nous sommes fiers d'avoir réagi en pleine régression sociale**, au moment où nombreux sont ceux qui baissent les bras face à l'adversité ou se contentent de l'« aumône » du PPCR.

Notre inquiétude est forte quant à l'avenir de l'enseignement public ; mais ce constat doit susciter une force pour **AGIR** et **RESISTER** à tout démantèlement d'un système de formation professionnelle unique au monde! Nous espérons que vous partagerez avec nous cette intime conviction : « **Résistance n'est qu'espérance** ». René Char.